

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste La Lutte

28 septembre 2018

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

Il faut construire un parti révolutionnaire

Depuis plusieurs mois, le battage médiatique concernant les élections a commencé. Dans leurs tracts et leurs apparitions télévisées, les politiciens professionnels nous font bien des promesses. Pourtant, depuis de nombreuses années, la misère et le chômage augmentent dans les classes populaires et les élections n'y ont jamais rien changé.

Beaucoup de travailleurs, en cette veille d'élections, expriment leur dégoût pour ces partis. Les derniers scandales dans lesquels ils étaient impliqués n'arrangent évidemment pas leur crédibilité. Le PS a été ébranlé par des affaires de corruption et de détournement de fonds. Il y a d'abord eu Publifin, dirigée par Stéphane Moreau, aussi bourgmestre socialiste de Ans, dont des membres comme, percevaient de l'argent des réunions fictives. La même chose est arrivée à Bruxelles-Ville où Mayeur, le bourgmestre, a démissionné après qu'on ait découvert qu'il s'enrichissait sur le dos du CPAS.

Le MR a, lui, été touché par le scandale du Kazakhgate. Il est apparu que De Decker, le bourgmestre d'Uccle, avait reçu un pot-de-vin de 700 000 euros, pour faire voter une loi qui permettait à l'homme d'affaires kazakh Patokh Chodiev d'échapper à la justice.

Le MR a traditionnellement son électorat parmi les plus riches et défend les intérêts de la bourgeoisie, au pouvoir comme dans l'opposition. Le PS, contrairement à ce qu'il prétend, a, une fois aux affaires, la même politique anti-ouvrière.

La NVA aussi est ouvertement un parti de la bourgeoisie. Mais elle a un vieux fonds de commerce raciste et xénophobe et mène tambour battant la chasse aux migrants. Elle tient des propos tellement violents que même au MR, certains finissent par avaler de travers. On savait déjà que des membres dirigeants de la NVA, dont Francken, avaient fréquenté des groupes néo-nazis dans le passé. Récemment, la VRT a montré dans un documentaire qu'il existe toujours des accointances entre la NVA et des groupes d'extrême-droite admirateurs d'Hitler.

Rien d'étonnant à ce que voter pour le PTB apparaisse comme une bonne alternative aux yeux de nombreux travailleurs.

Ils croient qu'une victoire du PTB aux élections signifierait des changements significatifs dans les communes et l'arrivée de nombreuses mesures sociales.

Le PTB, anciennement communiste, joue la carte de l'électoratisme. Il entretient l'illusion qu'en allant au pouvoir il pourrait imposer des réformes favorables aux travailleurs. Or, toutes les réformes ont été le fruit des concessions que la bourgeoisie apeurée a faites devant les travailleurs en grève. C'est lorsqu'elle a eu peur pour sa peau que la bourgeoisie a lâché la journée des huit heures. Il n'en a jamais été autrement. Prétendre le contraire est criminel, car cela conduit à l'échec et à plus de démoralisation.

En Espagne, la participation au pouvoir de Podemos, un parti semblable au PTB, n'a rien changé aux conditions de vie des travailleurs. Pire, lorsque Syriza, son équivalent grec, est arrivé au pouvoir, il a usé de la confiance que les travailleurs avaient mise en lui, afin de leur faire accepter des mesures d'austérité. La désillusion a été cruelle et la démoralisation abyssale.

Il est nécessaire de dénoncer les partis qui s'adressent à la classe ouvrière en lui proposant les mêmes vieilles recettes électoralistes remises au goût du jour.

Alors oui, il y a urgence à imposer des mesures contre la misère. Et pour cela, il y a urgence que les travailleurs soient armés politiquement contre toutes ces illusions. Seul un parti révolutionnaire peut mener cette tâche à bien et ce parti, il reste à le construire.

La seule chose à laquelle puissent servir les élections est de compter combien nous sommes à partager ces idées révolutionnaires. En l'absence d'un parti communiste révolutionnaire se présentant aux élections, nous ne donnons pas de consigne de vote. Nous ne voulons pas contribuer aux désillusions à venir.

Nous appelons toujours à la construction d'un parti révolutionnaire des travailleurs qui aurait pour but la constitution d'une société débarrassée du capitalisme et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

En bref... En bref... En bref... En bref... En bref...

Arnaques à tous les étages

Les gradés sont régulièrement remplacés par des « faisant fonction » dans tous les ateliers. Ceux-ci sont prélevés parmi les surveillants, qui sont remplacés à leur tour par des brigadiers. Et puis, évidemment, il manque de brigadiers et on prélève des ouvriers. Et au bout du compte, il y a moins de bras pour la même charge de travail.

De plus, tous ces « faisant fonction » sont rarement nommés à ces postes soi-disant parce qu'ils n'ont pas les compétences, alors que, dans les faits, ils font tout le boulot.

C'est comme ça que la direction économise sur le dos de tout le monde.

Versta je mij?

Par contre, la direction nomme dans les ateliers des gradés qui n'ont pas les compétences linguistiques pour exercer leur fonction. Normalement, il faut qu'ils aient réussi le test de néerlandais du Selor. Ce qui n'est pas le cas actuellement pour nombre de gradés.

Il est inacceptable que les ouvriers ne puissent pas s'adresser à la hiérarchie en néerlandais !

Il faut nous faire respecter !

Pire, la direction nomme des brigadiers qui n'ont pas les connaissances indispensables en mécanique, ni la capacité de diriger une équipe. Ils ne savent pas organiser le travail et se comportent donc d'autant plus en dictateurs vis-à-vis des ouvriers. Par contre, ils savent moucharder et nous sanctionner. Dans cette société, les chefs ne servent en réalité qu'à nous opprimer et nous brimer.

Pour ne pas se laisser faire et les remettre à leur place, il va falloir qu'on réagisse ensemble.

Appauvrir les chômeurs n'a jamais créé d'emploi

Cet été, le gouvernement Michel a décidé d'aggraver la dégressivité des allocations de chômage. Actuellement, un travailleur licencié touche au début 65% de son salaire, et puis de moins en moins jusqu'au CPAS et à la misère. Dans une belle unanimité derrière Peeters, le ministre de l'Emploi, tous les partis gouvernementaux s'accordent pour accélérer la réduction des allocations et donc la descente aux enfers de ceux qui ont perdu leur job et n'ont pas la chance d'en retrouver un tout de suite.

Le prétexte ? Cela aiderait les chômeurs à trouver du travail ! Sous-entendu : si les chômeurs ne trouvent pas de boulot, c'est de leur faute, c'est parce qu'ils n'en savent pas assez. En réalité, s'il y a du chômage, c'est quand même et surtout parce que les patrons licencient

pour faire faire le même travail par moins de travailleurs et à moindre coût.

Et surtout, en réduisant les allocations, le gouvernement veut réduire le budget de la sécurité sociale et dans la foulée réduire (encore) les impôts des entreprises. Il défend le portefeuille des actionnaires ; l'emploi est le cadet de ses soucis.

Droit de grève : en route vers le passé

Kris Peeters, non content d'attaquer les allocations de chômage, veut aussi s'en prendre aux droits des travailleurs qui ont encore un boulot. Son cheval de bataille, c'est la « modernisation » du droit de grève. Un mot passe-partout qui signifie dans la bouche de Peeters l'interdiction des piquets de grève. Cerise sur le gâteau, il y aurait dans chaque entreprise une sorte de bouc émissaire syndical, qui serait responsable des « débordements » de la base. En gros, on nous limerait les dents et si on mord quand même, ce serait nos propres camarades qui en subiraient les conséquences. C'est évidemment inacceptable mais cela montre bien à quel point le patronat se sent fort pour se permettre d'attaquer chaque forme de résistance des travailleurs sans sembler craindre leur réaction. Et si c'est le cas, c'est parce que justement les travailleurs ne se mobilisent pas assez !

Il y a 130 ans, le gouvernement belge a voté des lois permettant d'arrêter les meneurs syndicalistes pour leurs discours. Le patronat de l'époque se sentait fort et faisait envoyer les gendarmes contre les travailleurs. Pourtant, ce sont justement les mobilisations ouvrières qui ont fait ressortir aussitôt les camarades de prison. C'est uniquement quand le patronat subit la force du mouvement ouvrier qu'il cède, car ça lui fait mal et ça lui fait peur. Moins le monde du travail se bat, plus le patronat attaque.

Chez Ryanair, la peur pourrait changer de camp

La semaine dernière, un steward belge a été licencié par Ryanair. Ce que lui reproche son employeur est essentiellement ceci : militant syndical, il a osé parler à la presse lors de la grève du 25 juillet dernier. Le patron de Ryanair continue à essayer de faire taire les revendications de ses travailleurs en faisant régner la terreur. Pourtant, il semble que cette technique éculée marche de moins en moins. Ce vendredi 28 septembre, une nouvelle grève est prévue et des dizaines de vols ont dû être annulés. Même les cow-boys les plus prétentieux finissent un jour par tomber sur la tribu d'indiens qui leur feront la peau.